5. - LEGISLATION

ETAT CIVIL

— Décret du 24 février 1955 (J.O.T. du 1^{er} mars 1955). Porte modification du décret du 6 décembre 1929 précisant l'application des dispositions du décret du 30 septembre 1929 sur l'état civil en ce qui concerne les sujets tunisiens.

DENOMBREMENTS D'ORDRE ECONOMIQUE

— Décret du 10 mars 1955 (J.O.T. du 15 mars 1955). Etend les dispositions du décret du 12 juin 1952, relatif au dénombrement de la population de la Régence aux dénombrements d'ordre économique.

BUDGET 1953-1954

— Décret du 9 juillet 1954 (J.O.T. du 5 mars 1955). Porte modification et augmentation des prévisions de recettes et de crédits du budget de l'exercice 1953-1954.

VENTE A CREDIT DE VEHICULES OU TRACTEURS AUTOMOBILES

— Rectificatif au J.O.T. n° 13 du 15 février 1955 (Décret du 10 février 1955 relatif à la vente à crédit de véhicules ou tracteurs automobiles). (J.O.T. du 1^{er} mars 1955).

TAXES DE COMPENSATION SUR LES TRANSPORTS AUTOMOBILES

— Arrêté du Premier Ministre, Président du Conseil, du 9 mars 1955 (J.O.T. du 11 mars 1955). Modifie l'arrêté du 23 février 1948 portant refonte des taxes de compensation sur les transports automobiles.

DEGREVEMENTS FISCAUX EN FAVEUR DE LA CONSTRUCTION

— Décret du 3 mars 1955 (J.O.T. du 8 mars 1955). Porte dégrèvements fiscaux en faveur de la construction.

EMPRUNT

— Arrêté du Directeur des Finances du 22 janvier 1955 (J.O.T. du 11 mars 1955). Autorise la Compagnie Tunisienne d'Electricité et de Transports à émettre des obligations 5% à concurrence d'un montant nominal maximum de francs 162.000.000 nominal sous la garantie du Gouvernement Tunisien.

DROITS DE DOUANE

— Application à la Tunisie du décret français n° 55-147 du 2 février 1955 (J.O.T. du 25 mars 1955), portant modification du tarif des droits d'importation, ainsi que suspension ou réduction des droits de douane d'importation applicables à certains produits (friperie).

THE

— Arrêté du Ministre du Commerce et du Directeur des Finances du 25 février 1955 (J.O.T. du 4 mars 1955), relatif aux conditions de liquidation des stocks de thé détenus par le Service des Monopoles.

VITICULTURE

— Arrêté du Premier Ministre, Président du Conseil, du 23 février 1955 (J.O.T. du 1^{er} mars 1955). Abroge l'arrêté du 10 septembre 1954 autorisant l'exportation d'un contingent de 575.000 hectolitres de vins ordinaires et de moûts mutés au soufre au titre de la campagne 1954-1955.

— Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 24 février 1955 (J.O.T. du 1^{er} mars 1955), relatif au classement des « vins muscats de Tunisie, appellation contrôlée par le Gouvernement Tunisien » au titre de l'année 1954.

SEMOULES

— Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 24 février 1955 (J.O.T. du 1^{er} mars 1955). Fixe les caractéristiques obligatoires de la semoule extraite à 77% de la farine panifiable extraite à 83%, du couscous rapide et des pâtes alimentaires.

PECHE DES EPONGES AU SCAPHANDRE

— Rectificatif au J.O.T. n° 14 du 18 février 1955 (Arrêté du Directeur des Travaux Publics du 14 janvier 1955, relatif à l'exercice de la pêche des éponges au scaphandre). (J.O.T. du 29 mars 1955).

REGIME DE PREVOYANCE DES FONCTIONNAIRES

— Arrêté du Directeur des Finances du 17 février 1955 (J.O.T. du 1^{er} mars 1955). Modifie l'arrêté du 17 juillet 1951 fixant les conditions d'attribution du capital-décès par le régime de prévoyance des agents de l'Etat et des collectivités publiques.

— Arrêté du Ministre de la Santé Publique et du Directeur des Finances du 14 février 1955 (J.O.T. du 4 mars 1955). Modifie l'arrêté du 10 octobre 1952 relatif à l'application du décret du 12 avril 1951 instituant un régime de prévoyance en faveur des personnels de l'Etat et des collectivités publiques.

— Arrêté du Ministre de la Santé Publique et du Directeur des Finances du 1^{er} février 1955 (J.O.T. du 18 mars 1955). Modifie la nomenclature générale des actes professionnels.

— Arrêté du Ministre de la Santé Publique et du Directeur des Finances du 1^{er} février 1955 (J.O.T. du 18 mars 1955). Modifie l'arrêté du 10 octobre 1952 relatif à l'application du décret du 12 avril 1951 instituant un régime de prévoyance en faveur des personnels de l'Etat et des collectivités publiques.

PENSIONS

— Décret du 3 mars 1955 (J.O.T. du 8 mars 1955). Porte modification des décrets du 14 février 1926 et du 13 mai 1954 relatifs au paiement dans les bureaux de poste, par avances mensuelles des arrérages de certaines catégories de pensions.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

— Décret du 10 mars 1955 (J.O.T. du 15 mars 1955). Fixe pour l'année 1955 le taux des diverses contributions incombant aux chefs d'entreprises en matière d'accidents du travail.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

— Décret du 10 mars 1955 (J.O.T. du 18 mars 1955). Porte modification du nombre respectif des prud'hommes patrons et ouvriers prévus par le décret du 9 février 1950.

PROTECTIONS DES MINEURS MALHEUREUX

— Décret du 24 mars 1955 (J.O.T. du 29 mars 1955). Institue un Comité interministériel de coordination des Administrations s'occupant de la protection des mineurs malheureux en danger d'abandon matériel, physique ou moral et des mineurs délinquants.

CHEQUES POSTAUX

— Arrêté du Directeur de l'Office Tunisien des Postes, Télégraphes et Téléphones du 15 mars 1955 (J.O.T. du 22 mars 1955). Porte modification ou complète certains tarifs du service des chèques postaux dans le régime interne tunisien ainsi que dans les relations avec la France, l'Algérie, les départements français d'Outre-Mer et le Maroc.